



Fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim

Une aberration industrielle, économique et sociale ... résultat de l'incohérence gouvernementale

Avec la convocation unilatérale du Comité Central d'Entreprise d'EDF, le Gouvernement espère franchir une nouvelle étape vers la fermeture anticipée de la centrale nucléaire de Fessenheim. La CFE Energies s'oppose plus que jamais à un projet qui est autant une aberration économique et climatique qu'une hérésie industrielle et sociale. Où est donc la cohérence d'un Gouvernement qui se gargarise dans le même temps de refonder la filière nucléaire ?

Depuis que le Président de la République en a fait l'annonce en septembre 2012, la CFE Energies n'a eu de cesse de dénoncer le projet de fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim qui ne s'appuie sur aucun argument recevable, qu'il soit industriel, économique, social ou environnemental.

Après la ratification de l'accord de Paris par les Etats-Unis et la Chine, la France ne peut plus se permettre le double discours. Si l'engagement du chef de l'Etat dans le combat climatique est sincère, alors rien ne justifie la fermeture anticipée d'une centrale nucléaire, moyen de production électrique non émetteur de CO₂, au risque d'augmenter les importations d'une électricité venant d'Allemagne et produite à partir de charbon et de lignite, les énergies fossiles les plus carbonées !

Atout climatique, sécurité et compétitivité énergétiques, politique industrielle... la CFE Energies est convaincue que le nucléaire est une énergie d'avenir et qu'il doit continuer d'occuper une place centrale dans le mix énergétique français. Le Gouvernement le reconnaît d'ailleurs lui-même avec sa programmation pluriannuelle de l'énergie qui repose sur la complémentarité entre le nucléaire et les énergies renouvelables. La fermeture anticipée de Fessenheim est que plus que jamais incohérente.

En accordant une indemnisation aussi scandaleuse qu'indigente, le Gouvernement n'hésite pas à spolier EDF et à insulter l'ensemble des salariés d'EDF et de la filière nucléaire française. Pourtant, qu'il s'agisse de transition énergétique, de croissance verte ou de refondation de la filière nucléaire, personne ne bâtira les solutions énergétiques du 21^{ème} siècle sans l'engagement, la créativité, la capacité d'innovation et les compétences des salariés. Pour la CFE Energies, c'est à cette condition que la France répondra aux défis énergétiques et climatiques de ce siècle.

Spolier EDF tout en lui promettant une recapitalisation, sacrifier un outil industriel tout en affichant vouloir refonder la filière nucléaire française, fermer en dépit du bon sens des réacteurs nucléaires en France tout en laissant EDF financer sur ses fonds propres la construction en Grande-Bretagne de réacteurs d'un modèle non encore éprouvé et en assumer tous les risques... la CFE Energies cherche désespérément la cohérence de l'action publique en matière nucléaire.

Si sa priorité est de refonder la filière nucléaire, l'Etat doit, plutôt que fermer Fessenheim, s'attacher à sécuriser la prolongation du parc nucléaire existant, essentielle à la sécurité et à la compétitivité énergétiques du pays mais aussi à la pérennité de l'important tissu des entreprises sous-traitantes. Il en va aussi de la crédibilité de l'engagement du gouvernement dans le combat pour l'emploi !

La CFE Energies est plus que jamais opposée à cette aberration industrielle, économique, sociale et climatique. Elle exige une véritable politique industrielle en matière nucléaire et davantage de cohérence de la part de l'Etat.

Contact presse : Alexandre GRILLAT / alexandre.grillat@cfe-energies.com

LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS!

CFE-CGC ÉNERGIES
59 rue du Rocher
75008 PARIS
www.cfe-energies.com
presse@cfe-energies.com